

Cote du document: EB 2020/LOT/P.2/Rev.1  
Date: 12 novembre 2020  
Distribution: Publique  
Original: Anglais

**F**



Investir dans les populations rurales

## **Rapport du Président**

### **Proposition de prêt et don**

### **République de l'Inde**

### **Projet relatif au développement des entreprises créées par des femmes en milieu rural dans l'État du Maharashtra (Nav Tejaswini)**

Numéro du projet: 2000002980

#### **Note à l'intention des représentants au Conseil d'administration**

##### Responsables:

##### Questions techniques:

**Nigel Brett**  
Directeur régional  
Division Asie et Pacifique  
téléphone: +39 06 5459 2516  
courriel: n.brett@ifad.org

**Rasha Omar**  
Directrice de pays  
téléphone: +91 9811990167  
courriel: r.omar@ifad.org

##### Transmission des documents:

**Deirdre Mc Grenra**  
Cheffe  
Gouvernance institutionnelle  
et relations avec les États membres  
téléphone: +39 06 5459 2374  
courriel: gb@ifad.org

---

Pour: **Approbation**

## Table des matières

<b>Sigles et acronymes</b>	<b>ii</b>
<b>Carte de la zone du projet</b>	<b>iii</b>
<b>Résumé du financement</b>	<b>iv</b>
<b>I. Contexte</b>	<b>1</b>
A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA	1
B. Enseignements tirés	3
<b>II. Description du projet</b>	<b>4</b>
A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles	4
B. Composantes, résultats et activités	4
C. Théorie du changement	5
D. Alignement, appropriation et partenariats	5
E. Coût, avantages et financement	6
<b>III. Risques</b>	<b>8</b>
A. Risques et mesures d'atténuation	8
B. Catégorie environnementale et sociale	9
C. Classement au regard des risques climatiques	10
D. Soutenabilité de la dette	10
<b>IV. Exécution</b>	<b>10</b>
A. Cadre organisationnel	10
B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication	11
C. Plans d'exécution	11
<b>V. Instruments et pouvoirs juridiques</b>	<b>12</b>
<b>VI. Recommandation</b>	<b>12</b>

## Appendices

- I. Negotiated financing agreement
- II. Logical framework

---

### Équipe d'exécution du projet

---

Directeur régional:	Nigel Brett
Directrice de pays:	Rasha Omar
Coordonnatrice de programme de pays:	Meera Mishra
Analyste des programmes:	Enika Basu
Responsable technique:	Elizabeth Ssendiwala
Responsable des finances:	Irene Li
Spécialiste climat et environnement:	Kisa Mfalila
Juriste:	Itziar Garcia Villanueva

---

## **Sigles et acronymes**

CRGC	centre de ressources géré par la communauté
MAVIM	Maharashtra Mahila Arthik Vikas Mahamandal (Société de promotion de la femme)
PTBA	plan de travail et budget annuel
UGP	unité de gestion du projet

## Carte de la zone du projet



Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Carte établie par le FIDA | 2/08/2019

## Résumé du financement

<b>Institution initiatrice:</b>	FIDA
<b>Emprunteur/bénéficiaire:</b>	République de l'Inde
<b>Organisme d'exécution:</b>	Maharashtra Mahila Arthik Vikas Mahamandal (Société de promotion de la femme)
<b>Coût total du projet:</b>	413,28 millions d'USD
<b>Montant du prêt du FIDA:</b>	38,0 millions d'USD
<b>Conditions du prêt du FIDA:</b>	Ordinaires
<b>Montant du don du FIDA:</b>	1,4 million d'USD
<b>Cofinanceurs:</b>	Institutions financières nationales et secteur privé local
<b>Montant du cofinancement:</b>	260,74 millions d'USD
<b>Conditions du cofinancement:</b>	À déterminer
<b>Contribution de l'emprunteur/du bénéficiaire:</b>	96,19 millions d'USD
<b>Contribution des bénéficiaires:</b>	4,95 millions d'USD
<b>Déficit de financement:</b>	12,0 millions d'USD
<b>Montant du financement du FIDA (action climatique):</b>	20,6 millions d'USD

## Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation telle qu'elle figure au paragraphe 56.

### I. Contexte

#### A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA

##### Contexte national

1. **Contexte politique et économique.** La République de l'Inde est la plus grande démocratie du monde, le deuxième pays par le nombre d'habitants et la troisième économie en parité de pouvoir d'achat. Malgré de bonnes performances économiques, la croissance et la réduction de la pauvreté ont été inégales. La croissance moyenne à long terme du PIB devrait atteindre 6% environ dans un contexte de progression stable, diversifiée et résiliente de l'économie. L'agriculture demeure la principale source de moyens d'existence pour près de 50% de la population indienne, mais sa contribution au PIB reste faible (12%).
2. Le Maharashtra est le deuxième État indien en nombre d'habitants. Son PIB représentait 14,89% de celui de l'Inde en 2017-2018, soit le plus élevé de tous les États du pays. En 2018, le Maharashtra a enregistré une croissance économique de 7,5%. Le secteur des services et le secteur manufacturier dominent son économie, avec une part d'environ 61%, et l'agriculture contribue pour approximativement 13% à son PIB. D'après le recensement de 2011, l'État compte plus de 112 millions d'habitants qui, pour 55% d'entre eux, vivent en milieu rural. De plus en plus d'hommes et de femmes quittent les zones rurales pour les zones urbaines afin de rechercher un emploi dans le secteur des services.
3. **Pauvreté, sécurité alimentaire et nutrition.** L'incidence de la pauvreté a été presque divisée par deux en Inde entre 2005-2006 et 2015-2016. La pauvreté reste principalement concentrée dans les zones rurales: 80% de la population indienne pauvre vit dans ces régions. Dans le Maharashtra, l'incidence de la pauvreté est de 17,4%. La loi sur la sécurité alimentaire nationale promulguée en 2013 par le Gouvernement indien pour assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle est mise en œuvre dans le Maharashtra depuis 2014, et quelque 62,3% des habitants de l'État ont accès à des céréales vivrières à des tarifs subventionnés. Cependant, tous les districts du Maharashtra sont touchés dans une certaine mesure par l'insécurité alimentaire – gravement pour huit d'entre eux<sup>1</sup>.
4. **Stratégies, politiques et programmes nationaux pertinents.** Le Gouvernement de l'État et le Gouvernement central ont mis en œuvre plusieurs politiques pour s'attaquer au défi que représente le fort taux de chômage dans les zones tant rurales qu'urbaines. Le Ministère des très petites, petites et moyennes entreprises a lancé un nouveau programme destiné à faciliter l'enregistrement de petites et moyennes entreprises par des prêts assortis de faibles taux d'intérêt et d'autres mesures de facilitation. Le Gouvernement du Maharashtra a également mis en place une politique en faveur de l'entrepreneuriat féminin en 2017 afin d'encourager et d'autonomiser les entrepreneuses. Par ailleurs, il mène à bien, à l'échelle de l'État, une mission d'amélioration des moyens d'existence en milieu rural afin de promouvoir l'inclusion financière et les moyens d'existence ruraux.

<sup>1</sup> Autorité nationale chargée de la santé, 2010, indice des résultats en matière de sécurité alimentaire.

### **Aspects particuliers relatifs aux questions que le FIDA doit transversaliser en priorité**

5. Conformément aux engagements en matière de transversalisation pris au titre de la Onzième reconstitution des ressources du FIDA, le projet a été validé comme:
  - contribuant au financement de l'action climatique;
  - transformateur de la question du genre;
  - tenant compte des enjeux nutritionnels.
  
6. **Changements climatiques.** Économie émergente, l'Inde pourrait voir ses émissions de gaz à effet de serre augmenter de 85%. Cependant, le Gouvernement a défini des objectifs clairs et ambitieux en la matière et, d'après le Climate Action Tracker, le pays est en voie de dépasser les cibles qu'il s'est engagé à atteindre au titre de l'Accord de Paris. Le Maharashtra, avec sa population nombreuse, son long littoral, ses multiples zones agroclimatiques et son urbanisation rapide, est extrêmement vulnérable aux effets des changements climatiques. Ayant pris la mesure des conséquences des sécheresses, fortes précipitations, inondations et vagues de chaleur récurrentes, et du risque potentiel d'élévation du niveau de la mer, le Gouvernement du Maharashtra a élaboré en 2014 un plan d'action à l'échelle de l'État pour faire face aux changements climatiques. Ce plan définit des stratégies d'adaptation au niveau de l'État, en priorisant l'hydrologie et les ressources hydriques, l'agriculture et les systèmes alimentaires, les zones côtières, les moyens d'existence, et les domaines transversaux que sont la santé, la biodiversité et la gestion des risques de catastrophe.
  
7. **Genre.** L'Inde s'est classée au 127<sup>e</sup> rang sur 160 pays selon l'indice d'inégalité de genre en 2017. Le Gouvernement mène une action concertée afin de remédier à ces inégalités, et a fait de l'autonomisation économique et sociale des femmes l'une de ses priorités. Cet engagement transparaît dans le projet de politique nationale pour les femmes (2016). Le Maharashtra se classe en cinquième position dans le pays en ce qui concerne les établissements détenus par des femmes (8,25% du total). Quatre-vingt-trois pour cent des entreprises détenues par des femmes sont autofinancées; l'accès aux services financiers reste difficile pour les entrepreneuses, qui auraient également besoin de davantage d'appui technique et d'aide pour développer leurs activités. La participation des femmes à la vie politique a une incidence favorable sur leur autonomisation: dans les villages dirigés par une femme, on constate un degré de participation à la vie politique et d'autonomisation des femmes bien plus important, et de meilleurs résultats pour celles qui appartiennent aux couches socioéconomiques défavorisées. Cependant, pour les femmes de l'Inde rurale, les possibilités économiques restent limitées par des barrières sociales, culturelles et financières.
  
8. **Jeunes.** Les jeunes représentent près d'un cinquième de la population indienne. Le Gouvernement a élaboré en 2014 une politique nationale en faveur des jeunes (où la jeunesse est définie comme le groupe d'âge des 15-29 ans). À l'heure actuelle, les jeunes produisent 34% environ du revenu national brut. Cependant, 10% des jeunes étaient sans emploi en 2018. Les jeunes, hommes et femmes, sont de plus en plus nombreux à migrer vers les villes, où ils s'aperçoivent souvent qu'ils ne disposent pas des compétences demandées sur le marché. À cet égard, l'État du Maharashtra a entrepris une étude pour déterminer les secteurs qui font face à une pénurie de main-d'œuvre qualifiée, et a l'intention de mettre en place des formations pour renforcer les compétences en fonction des besoins du marché.
  
9. **Nutrition.** Bien qu'il mette en œuvre le plus grand programme de sécurité alimentaire et nutritionnelle au monde, la situation nutritionnelle du pays demeure médiocre. Le Gouvernement central a lancé une mission nationale en faveur de la nutrition afin de remédier à cette situation. Le Maharashtra est souvent cité comme un exemple de réussite: la mission en faveur de la nutrition mise en œuvre à l'échelle de l'État a permis de réduire le retard de croissance de 15 points de

pourcentage sur la période 2006-2012. Cependant, les incidences de l'émaciation et de l'émaciation sévère sont passées respectivement de 16,5% et 5,2% en 2005-2006 à 25,6% et 9,4% en 2015-2016. Dans les zones rurales, on constate également de faibles indices de masse corporelle chez les adultes (30% des femmes et 23% des hommes). Par ailleurs, près de 50% des femmes adultes en milieu rural sont anémiées, contre 20% des hommes.

### **Justification de l'intervention du FIDA**

10. La justification de la participation du FIDA à ce projet est double: i) compte tenu de la pauvreté rurale persistante, de la vulnérabilité aux dérèglements climatiques et des taux élevés de malnutrition au Maharashtra, des investissements productifs ciblés sont nécessaires dans les zones rurales pour renforcer la résilience des ménages pauvres, en diversifiant les moyens d'existence et en assurant la sécurité alimentaire et nutritionnelle; ii) on peut faire fond sur la réussite du Programme d'autonomisation des femmes rurales (Tejaswini), mis en œuvre par la Mahila Arthik Vikas Mahamandal (Société de promotion de la femme) (MAVIM) au Maharashtra pour intégrer les petites exploitantes agricoles et les microentrepreneuses dans les filières de produits de base. Grâce aux solides capacités créées dans le cadre du programme Tejaswini, les femmes membres des groupes d'entraide participent activement à la croissance de l'économie du Maharashtra, et en tirent parti, par l'intermédiaire de leurs nano- et microentreprises.
11. Au vu de ce qui précède, le nouveau projet va: i) tirer parti de l'augmentation des capacités et des acquis institutionnels issus du programme Tejaswini pour promouvoir l'entrepreneuriat féminin dans l'État rural du Maharashtra; ii) faire fond sur la réussite du modèle des centres de ressources gérés par la communauté (CRGC) pour permettre aux femmes elles-mêmes de transformer leurs initiatives en entreprises qui génèrent et partagent des bénéfices; iii) exploiter les partenariats réussis avec des banques commerciales pour octroyer des prêts aux microentreprises appartenant à des femmes; iv) s'appuyer sur la convergence avec de précédents programmes gouvernementaux pour générer de plus grands avantages pour les communautés.

### **B. Enseignements tirés**

12. Les enseignements tirés du programme Tejaswini sont notamment les suivants:
13. **Les femmes pauvres sont prêtes à payer pour bénéficier de services de qualité.** Aucune allocation n'a été accordée aux ménages dans le cadre du programme Tejaswini. De ce fait, les femmes pauvres des zones rurales sont de toute évidence prêtes à payer pour bénéficier de services de qualité de la part de leurs organisations.
14. **La création d'institutions au niveau local est essentielle à l'autonomisation des femmes rurales.** Les fédérations de groupes d'entraide sont un moyen efficace de fournir des services jusqu'au "dernier kilomètre" en recourant le moins possible aux fonds publics, et elles peuvent être utilisées pour offrir un large éventail de prestations aux ménages situés au bas de la pyramide.
15. **La fourniture de services d'appui peut avoir un impact sur les moyens d'existence d'un grand nombre de ménages.** Le programme Tejaswini a reposé sur une stratégie simple consistant à assurer des services d'appui auprès d'un grand nombre de ménages plutôt que de verser des allocations à certains seulement. Les CRGC ont montré qu'ils pouvaient couvrir un grand nombre de ménages avec des ressources financières limitées, et qu'ils étaient en mesure de gérer ce type de services de manière durable.
16. **Les institutions locales dynamiques et rigoureuses attirent les prestataires de services du secteur tant public que privé.** Le comportement financier discipliné des CRGC et le suivi rigoureux qu'ils assurent ont incité les banques



commerciales privées à accorder des prêts aux femmes auparavant considérées comme non solvables, avec un taux enviable de recouvrement de plus de 99%. Au Maharashtra, les CRGC ont en outre mobilisé quelque 30 millions d'USD dans le cadre des programmes gouvernementaux qu'ils ont proposés à leurs membres.

17. **Il est essentiel de réduire la charge de travail des femmes pour leur permettre de participer aux activités économiques et d'investir l'espace public.** Dans le cadre du programme Tejaswini, les femmes ont adopté des techniques de réduction des travaux pénibles qui leur ont permis de libérer du temps pour participer au développement des moyens d'existence et aux groupes d'entraide, ainsi qu'à la gouvernance, aux marchés et aux organes gouvernementaux à l'échelle locale.

## II. Description du projet

### A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles

18. **But et objectif.** Le but général du projet est de permettre à 1 million de ménages ruraux de sortir durablement de la pauvreté. Son objectif de développement est de renforcer la capacité des femmes rurales à se diversifier dans des entreprises durables ou à occuper un emploi rémunérateur, et d'améliorer leur accès aux marchés.
19. **Zone d'intervention.** Le projet sera mis en œuvre dans les 34 districts ruraux du Maharashtra, dans les sous-districts, *taluka* et villages où la MAVIM a organisé des groupes d'entraide, des organisations villageoises et des CRGC.
20. **Groupes cibles.** Les groupes cibles directs du projet sont les femmes membres des groupes d'entraide viables existants ayant participé au programme Tejaswini, ainsi que leur famille. Les professions cibles sont les agriculteurs marginaux, les microentrepreneurs des secteurs de l'élevage et de la pêche, les producteurs non agricoles, les travailleurs du secteur des services et les ouvriers agricoles.

### B. Composantes, résultats et activités

21. Le projet comprendra trois composantes interdépendantes: i) développement d'entreprises tournées vers les marchés; ii) environnement propice aux services d'appui; iii) renforcement institutionnel et gestion du projet.
22. **Composante 1: développement d'entreprises tournées vers les marchés.** Cette composante appuiera la création et l'expansion de micro- et petites entreprises. Elle permettra à des producteurs et des entreprises agricoles et non agricoles d'établir des liens avec les marchés et les acheteurs, et d'augmenter les ventes et les profits à l'aide d'une combinaison d'interventions portant sur la commercialisation, le développement de produits et l'amélioration de la qualité, l'accroissement de la productivité, et les relations commerciales durables avec d'autres entreprises. Elle aidera les nouvelles entreprises ou celles qui étendent leurs activités à nouer ou renforcer leurs liens avec les entreprises agricoles ou non agricoles et d'autres acteurs des filières. Elle contribuera à l'autonomisation économique des femmes et des jeunes ruraux, et renforcera la résilience face aux changements climatiques par l'adoption de technologies et de pratiques agricoles climatiquement rationnelles.
23. **Composante 2: environnement propice aux services d'appui.** Cette composante sera axée sur la mise en place d'un environnement porteur qui aidera les femmes à développer leurs entreprises et renforcera leur capacité à occuper des emplois rémunérateurs. Elle couvrira: i) la facilitation de l'accès aux financements, notamment aux prêts pour les microentreprises ou les collectifs de producteurs, à l'initiation aux questions financières et à l'assurance; ii) l'appui aux ménages extrêmement pauvres pour leur permettre d'accéder à des emplois rémunérateurs et décents; iii) l'amélioration de la nutrition, afin de réduire l'incidence de l'anémie et d'améliorer la productivité au travail des entrepreneuses;

iv) la participation à l'élaboration de politiques de nature à favoriser l'autonomisation sociale et économique des femmes.

24. **Composante 3: renforcement institutionnel et gestion du projet.**

Cette composante consistera en un renforcement institutionnel de la MAVIM afin de lui permettre d'élargir de manière stratégique son action en: i) promouvant le développement des entreprises; ii) devenant un centre d'excellence s'agissant de l'approche du développement communautaire fondée sur les groupes d'entraide; iii) renforçant les capacités des institutions locales; iv) mettant en œuvre différents programmes gouvernementaux pour ses bénéficiaires, tout en assumant la gestion du projet.

### C. Théorie du changement

25. **Défis liés au contexte.** Les principaux défis liés au contexte sont les suivants:

i) les entreprises dirigées par des femmes dans les zones rurales du Maharashtra continuent de faire face à des problèmes de productivité, de participation aux marchés, d'accès aux services financiers et de capacités entrepreneuriales. Ces problèmes sont aggravés par l'état nutritionnel inadéquat des femmes, qui entrave plus encore leur productivité et augmente le risque de maladie; ii) les ménages du Maharashtra continuent d'être exposés à la pauvreté rurale et restent vulnérables. Leurs moyens d'existence peu diversifiés les fragilisent face aux dérèglements climatiques et aux perturbations des marchés.

26. **Stratégies.** i) Développement d'entreprises tournées vers les marchés, y compris par la fourniture de services techniques aux femmes et aux groupes de femmes pour leur permettre de développer des activités dans les domaines de l'agriculture, de la production manufacturière et des services; ii) mise en place d'un environnement propice au niveau des entreprises pour favoriser l'accès des femmes aux services financiers; iii) accompagnement des ménages qui vivent dans l'extrême pauvreté afin de les aider à trouver des moyens d'en sortir; iv) amélioration de l'état nutritionnel et des relations entre hommes et femmes dans les ménages et les communautés, et participation à l'élaboration de politiques sur des questions spécifiques.

27. **Effets directs.** Les interventions du projet devraient déboucher sur les effets suivants: i) création par des femmes d'entreprises durables et rentables; ii) entreprises créées par des femmes qui ne sont désormais plus considérées comme à haut risque pour les prêts commerciaux; iii) entreprises durables et rentables, générant des possibilités de création d'emplois; iv) membres de ménages extrêmement pauvres accédant à des emplois rémunérateurs; v) augmentation des revenus de tous les ménages ciblés; vi) amélioration de l'état nutritionnel des femmes et des familles; vii) entreprises dirigées par des femmes reconnues comme des modèles rentables à reproduire et à transposer à plus grande échelle.

### D. Alignement, appropriation et partenariats

28. **Alignement sur les objectifs de développement durable (ODD).** Le projet contribuera à la réalisation des ODD 1, 2, 5 et 8 en adoptant des stratégies de réduction de la pauvreté et en mettant l'accent sur les femmes et les entreprises créées par des femmes.

29. **Appropriation.** La MAVIM, placée sous la responsabilité du Département des femmes et du développement de l'enfant, sera l'organisme d'exécution chef de file du projet. Son unique mandat est l'autonomisation sociale et économique des femmes. Elle a déjà obtenu les autorisations administratives nécessaires à l'exécution du projet et a lancé les activités préparatoires correspondantes.

30. **Alignement sur les priorités institutionnelles du FIDA.** Le projet Nav Tejaswini est parfaitement aligné sur l'objectif stratégique du programme d'options stratégiques pour le pays axé sur les résultats (COSOP-AR) établi par le

FIDA pour l'Inde pour la période 2018-2024: faire en sorte que les systèmes de production agricole et alimentaire des petits exploitants soient rémunérateurs, durables et résilients. Le projet suit en outre la politique et les nouvelles directives du FIDA en matière de ciblage. Les thèmes transversaux abordés dans le cadre du projet Nav Tejaswini reposent sur les plans d'action thématiques suivants du FIDA: Intégration au FIDA d'approches porteuses de transformation de la problématique du genre – Plan d'action pour 2019-2025; Plan d'action pour la nutrition 2019-2025; Intégration de l'enjeu nutritionnel au FIDA – Plan d'action pour 2019-2025; Stratégie et Plan d'action du FIDA dans le domaine de l'environnement et des changements climatiques 2019-2025.

31. **Partenariats.** Le projet va promouvoir la convergence et les partenariats avec les programmes gouvernementaux existants au Maharashtra. Il va également travailler en partenariat avec des prestataires de services de conseil agricole et des entreprises privées pour la composante 1, et avec des institutions financières bancaires et non bancaires pour la composante 2. Les autres partenaires comprendront des instituts de recherche et des donateurs comme la Bill et Melinda Gates Foundation.

## E. Coût, avantages et financement

### Coût du projet

32. Le coût total du projet est estimé à 413,28 millions d'USD, dont un prêt de 38 millions d'USD et un don de 1,4 million d'USD du FIDA, et un déficit de financement de 12 millions d'USD, répartis comme suit: 24,1 millions d'USD pour la composante 1; 7,3 millions d'USD pour la composante 2; 6,6 millions d'USD pour la composante 3. Les composantes 1, 2 et 3 du projet sont comptabilisées en partie dans le financement de l'action climatique. Calculé selon les méthodes appliquées par les banques multilatérales de développement, le montant total du financement de l'action climatique alloué par le FIDA au projet est estimé à titre préliminaire à 52% du financement du FIDA, soit 20,6 millions d'USD.

Tableau 1

### Coût du projet par composante et par source de financement (en milliers d'USD)

Composante	Prêt du FIDA		Don du FIDA		Déficit de financement		Emprunteur/bénéficiaire		Autres cofinanceurs		Bénéficiaires		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Développement d'entreprises tournées vers les marchés	24 103	20	-	-	10 199	9	69 698	59	9 900	8	4 950	4	118 850	29
2. Environnement propice aux services d'appui	7 338	3	-	-	1 801	1	1 276	0,5	250 840	96	-	-	261 255	63
3. Renforcement institutionnel et gestion du projet	6 559	20	1 400	4	-	-	25 214	76	-	-	-	-	33 173	8
<b>Total</b>	<b>38 000</b>	<b>9</b>	<b>1 400</b>	<b>0,3</b>	<b>12 000</b>	<b>3</b>	<b>96 188</b>	<b>23</b>	<b>260 740</b>	<b>63</b>	<b>4 950</b>	<b>1</b>	<b>413 278</b>	<b>100</b>

Tableau 2  
**Coût du projet par catégorie de dépenses et par source de financement**  
(en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	Prêt du FIDA		Don du FIDA		Déficit de financement		Emprunteur/bénéficiaire		Autres cofinanciers		Bénéficiaires		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Fonds de développement des entreprises	19 912	22	-	-	5 387	6	66 992	73	-	-	-	-	92 291	22
2. Ateliers, formations, études, campagnes et conseils	12 669	52	647	3	6 613	27	4 375	18	-	-	-	-	24 304	6
3. Équipement, matériel et moyens de transport	92	9	753	73	-	-	191	18	-	-	-	-	1 036	0
4. Dépenses de fonctionnement, salaires et indemnités	5 327	18	-	-	-	-	24 630	82	-	-	-	-	29 957	7
5. Ligne de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	250 840	100	-	-	250 840	61
6. Bénéficiaire	-	-	-	-	-	-	-	-	9 900	67	4 950	33	14 850	4
<b>Total</b>	<b>38 000</b>	<b>9,2</b>	<b>1 400</b>	<b>0,3</b>	<b>12 000</b>	<b>2,9</b>	<b>96 188</b>	<b>23,3</b>	<b>260 740</b>	<b>63</b>	<b>4 950</b>	<b>1,2</b>	<b>413 278</b>	<b>100</b>

Tableau 3  
**Coût du projet par composante et par année du projet**  
(en milliers d'USD)

Composante	Année 1 (2020/21)	Année 2 (2021/22)	Année 3 (2022/23)	Année 4 (2023/24)	Année 5 (2024/25)	Année 6 (2025/26)	Total
1. Développement d'entreprises tournées vers les marchés	10 758	26 285	35 527	30 205	14 768	1 303	118 846
2. Environnement propice aux services d'appui	16 813	32 991	41 572	63 635	52 053	54 196	261 259
3. Renforcement institutionnel et gestion du projet	5 142	4 659	5 181	5 468	6 119	6 603	33 172
<b>Total</b>	<b>32 713</b>	<b>63 935</b>	<b>82 280</b>	<b>99 308</b>	<b>72 940</b>	<b>62 102</b>	<b>413 278</b>

### Stratégie et plan de financement et de cofinancement

33. Le coût du projet sera financé par un prêt du FIDA d'un montant de 38 millions d'USD, consenti à des conditions ordinaires, par un don du FIDA d'un montant de 1,4 million d'USD et par la comptabilisation d'un déficit de financement de 12 millions d'USD. Le Gouvernement contribuera à hauteur de 96,19 millions d'USD aux salaires, aux dépenses de fonctionnement, aux droits et taxes, et aux programmes de convergence. Le solde sera financé par des institutions financières nationales (à hauteur de 250,84 millions d'USD), des contributions du secteur privé local (à hauteur de 9,9 millions d'USD) et des contributions des bénéficiaires (à hauteur de 4,95 millions d'USD).
34. Le déficit de financement, qui s'élève à 12,0 millions d'USD, peut éventuellement être couvert au titre des prochains cycles du Système d'allocation fondé sur la performance (en vertu de conditions de financement à définir et sous réserve des procédures internes et de l'approbation ultérieure par le Conseil d'administration) ou par des fonds provenant de la restructuration de projets dans le portefeuille de l'Inde.

### Décaissement

35. Deux comptes désignés libellés en dollars des États-Unis seront ouverts par le Gouvernement auprès de la Banque de réserve de l'Inde pour recevoir les fonds correspondant au prêt et au don du FIDA, qui seront ensuite transférés au Gouvernement du Maharashtra. Le montant du financement anticipé du FIDA représentera environ six mois de dépenses inscrites au budget. Le projet disposera pour chacune des unités d'exécution d'un compte bancaire séparé, sur lequel les fonds reçus du Gouvernement du Maharashtra (correspondant à la part de ce

dernier et à celle du FIDA) seront déposés en vue de leur utilisation pour les activités du projet. Le FIDA encourage l'utilisation du financement anticipé de démarrage préapprouvé pour des activités spécifiques afin d'accélérer le lancement du projet. En outre, par dérogation aux Conditions générales applicables au financement du développement agricole, le FIDA demande l'approbation par le Conseil d'administration d'un financement rétroactif dans le cadre du prêt à concurrence de 1,0 million d'USD, au titre des dépenses admissibles engagées à partir du 1<sup>er</sup> novembre 2019 et jusqu'à l'entrée en vigueur de l'accord de financement.

36. Il conviendra de veiller durant l'exécution à ce que les fonds du Gouvernement du Maharashtra soient débloqués en temps et en heure. Les fonds réservés au développement des entreprises représentent plus de la moitié du prêt accordé; à ce titre, les fonds du FIDA ne seront mis à disposition qu'une fois que l'ensemble des contrôles, y compris les procédures y afférentes, auront été convenus.

#### **Résumé des avantages et analyse économique**

37. Au total, 18 sous-secteurs ont été retenus en vue de l'exécution de sous-projets dans l'ensemble de l'État, avec la participation attendue de 1 million de ménages. L'analyse coût/bénéfices indique que les flux de trésorerie de tous les sous-secteurs définis sont positifs. Le taux de rentabilité financière interne du projet est de 32%. Le taux de rentabilité économique interne est de 35% (hypothèse de base), avec un rapport coût/bénéfices de 2,93. La valeur actuelle nette sur 20 ans est de 1 207 millions d'USD avec un taux d'actualisation de 7,5%.

#### **Stratégie de sortie et durabilité**

38. Le projet Nav Tejaswini sera exécuté avec l'aide d'un réseau de CRGC et de groupes d'entraide solides; partant, et compte tenu également de l'approche commerciale qui doit être adoptée, la durabilité à long terme est très probable. La stratégie de sortie du projet repose sur: i) des institutions renforcées – le projet fait appel à des CRGC, institutions communautaires largement autonomes appuyées par la MAVIM, qui a pour mission l'autonomisation socioéconomique des femmes; ces facteurs, auxquels viendront s'ajouter d'importantes activités de renforcement des capacités en matière de développement des entreprises et d'accès au financement, assoiront la durabilité du projet; ii) le développement d'entreprises tournées vers les marchés – l'approche par filière est principalement orientée par la demande des marchés, et le projet renforcera la capacité des producteurs à répondre à cette demande (tant en volume qu'en qualité); iii) des technologies et des pratiques durables – de sorte que le projet promeuve de bonnes pratiques agronomiques, climatiquement rationnelles et adaptées aux conditions locales.

### **III. Risques**

#### **A. Risques et mesures d'atténuation**

39. Le risque général inhérent au projet est jugé modéré; avec les stratégies d'atténuation, le risque résiduel est jugé modéré. Le tableau 4 résume le niveau de risque résiduel et les mesures d'atténuation.

Tableau 4  
Risques et mesures d'atténuation

<i>Risques</i>	<i>Évaluation du risque résiduel</i>	<i>Mesures d'atténuation</i>
Macroéconomique	Faible	Une forte inflation et les politiques d'importation et d'exportation ont sur le prix des produits de base une incidence directe pouvant être préjudiciable à la population pauvre. Le projet s'appuie sur la diversification des moyens d'existence et la promotion de l'assurance agricole pour atténuer les répercussions négatives des facteurs macroéconomiques.
Stratégies et politiques sectorielles	Modéré	L'amélioration des liens avec les marchés et l'assurance de disposer de débouchés réorienteront les prises de décisions sur des paramètres purement commerciaux. Les thèmes centraux du projet sont l'amélioration de la qualité des produits et la création de liens avec les principaux marchés privés.
Capacités institutionnelles	Faible	La MAVIM disposera d'une unité de gestion du projet (UGP) spécifique et d'agents formés supplémentaires dans tous les districts. Elle demandera l'aide d'experts des secteurs pour la conception des sous-projets relatifs aux filières. En outre, le projet va renforcer ses capacités institutionnelles par une formation et une exposition ciblées. Les systèmes d'information de gestion et les logiciels de microfinance seront par ailleurs mis à niveau.
Fiduciaire		
Gestion financière	Modéré	La MAVIM dispose d'un système de comptabilité et d'information financière bien établi, et des ressources humaines nécessaires. D'autres personnes vont être recrutées pour absorber la charge de travail supplémentaire générée par le projet. Le logiciel de comptabilité va être mis à niveau.
Passation des marchés	Modéré	La MAVIM va recruter un spécialiste pour gérer les achats et la passation des marchés dans le cadre du projet conformément aux règlements du FIDA.
Environnement et climat	Substantiel	La stratégie d'atténuation comprend la promotion de techniques agricoles climatiquement rationnelles, telles que la gestion intégrée des ravageurs, l'irrigation au goutte-à-goutte, les engrais biologiques et les techniques de compostage. En outre, les bonnes pratiques agricoles mondiales assureront la durabilité sur le plan environnemental et réduiront les risques sanitaires liés aux aliments. Le projet encourage la diversification des sources de revenus, y compris de revenus non agricoles (secteur des services, emploi salarié, par exemple).
Social	Faible	Le projet n'aura aucune incidence défavorable majeure sur les moyens d'existence d'autres populations ou groupes sociaux, telle qu'une prise de contrôle involontaire de terres ou des restrictions sur l'utilisation de ces dernières susceptibles de déboucher sur des déplacements physiques ou économiques. Il ne devrait pas avoir d'effets préjudiciables aux peuples autochtones ni aux sites culturels importants. Le projet et la MAVIM appliqueront une politique de tolérance zéro vis-à-vis du travail des enfants.
<b>Risque global</b>	Modéré	

## B. Catégorie environnementale et sociale

40. Étant associé à un risque global modéré sur le plan environnemental et social, le projet est classé dans la catégorie B. Les solutions proposées pour atténuer les problèmes environnementaux offrent des possibilités de généraliser des systèmes de production et de transformation résilients face au climat et à l'environnement et de créer des filières supplémentaires (recyclage des déchets, par exemple) dans le cadre du système existant établi par le projet précédent, sans augmenter les coûts de manière excessive.

### **C. Classement au regard des risques climatiques**

41. Le projet est considéré comme exposé à des risques climatiques élevés, et le risque climatique résiduel est modéré. Les projections en matière de changements climatiques dans la zone d'intervention comprennent des fluctuations dans les températures et les précipitations du fait de la variabilité accrue du climat. Des périodes sèches plus longues, des sécheresses et des précipitations tardives durant la saison humide, et une augmentation de l'intensité des pluies sont possibles. Les mesures de renforcement de la résilience face aux changements climatiques intégrées dans le projet comprennent des stratégies agricoles climatiquement rationnelles, une collaboration étroite avec les institutions de vulgarisation et de surveillance météorologique/climatique pour obtenir des informations agroclimatiques régulières, et l'utilisation d'espèces et de variétés cultivées appropriées.

### **D. Soutenabilité de la dette**

42. La consultation au titre de l'article IV du Fonds monétaire international datée de décembre 2019 indique que la dette publique reste élevée (69% du PIB), mais que le profil du pays est propice à la soutenabilité de la dette, cette dernière étant en grande partie détenue par des résidents, libellée dans la monnaie nationale et assortie d'une maturité relativement longue.

## **IV. Exécution**

### **A. Cadre organisationnel**

#### **Gestion et coordination du projet**

43. Le Département des femmes et du développement de l'enfant sera l'organe central du projet au niveau de l'État, et la MAVIM sera l'organisme d'exécution chef de file. Le secrétaire du département présidera le comité exécutif (organe de surveillance du projet). La directrice générale de la MAVIM sera, de droit, la directrice du projet et assumera la responsabilité générale de sa gestion et de la réalisation de ses buts et objectifs. L'UGP sera chargée de gérer la planification et l'exécution; elle sera dirigée par un ou une responsable général(e) des programmes de la MAVIM, qui assurera la coordination du projet. Des agents du bureau principal de la MAVIM, en nombre approprié et travaillant à plein temps, seront responsables des activités, et les bureaux de district seront chargés d'exécuter le projet sur leurs territoires respectifs.

#### **Gestion financière, passation des marchés et gouvernance**

44. La MAVIM dispose du personnel qualifié et expérimenté en matière de financement et de comptabilité qui est nécessaire pour exécuter le projet. La comptabilité et les états financiers seront établis conformément aux normes comptables indiennes. L'UGP de la MAVIM assumera la responsabilité générale de l'élaboration du plan de travail et budget annuel (PTBA) consolidé à partir du rapport de conception du projet et des catégories de dépenses définies à l'annexe II de l'accord de financement.
45. Les procédures de contrôle interne et la tenue des dossiers s'appuieront en grande partie sur les procédures établies par le Gouvernement et les indications fournies dans le manuel d'exécution du projet. Un système comptable informatisé en partie double sera utilisé à tous les niveaux du projet, conformément aux normes comptables généralement acceptées en Inde. Le logiciel de comptabilité actuel, Tally, sera utilisé par le bureau principal de la MAVIM, les bureaux de district et les CRGC, et sera personnalisé pour générer les rapports au format requis pour l'élaboration des états financiers du projet. L'audit externe de la MAVIM sera réalisé par un cabinet d'audit conformément aux exigences du FIDA, et le Bureau du Contrôleur et de l'Auditeur général procédera à des vérifications des opérations de la MAVIM.

### **Passation des marchés**

46. Les achats de biens, de travaux et de services seront réalisés conformément aux directives du FIDA concernant la passation des marchés. L'autorité indépendante responsable de la réception et de l'examen des allégations de fraude ou de corruption, et des enquêtes y afférentes, sera le secrétaire auxiliaire de la Sous-Division chargée de la vigilance (Gouvernement du Maharashtra).

### **B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication**

47. **Planification.** Les PTBA seront élaborés à partir du cadre logique du projet. La planification et la budgétisation seront intégrées dans les processus et budgets du Gouvernement du Maharashtra et s'appuieront sur les PTBA. Le processus de planification commencera au niveau des CRGC. Les bureaux de district fusionneront leurs plans respectifs, et l'UGP de la MAVIM établira ensuite un PTBA consolidé détaillé à l'échelle de l'État. Chaque année, le PTBA sera présenté au comité exécutif pour examen et approbation, puis au FIDA pour examen et accord.
48. **Suivi-évaluation.** Le projet Nav Tejaswini va élaborer un système de suivi-évaluation robuste, conforme aux exigences du FIDA et du Gouvernement du Maharashtra, et parfaitement aligné sur le Système de gestion des résultats opérationnels. Le système de suivi-évaluation: i) collectera et analysera les informations sur les résultats et l'impact du projet; ii) aidera l'UGP à planifier les activités et à prendre des décisions éclairées, en particulier en ce qui concerne les corrections en cours de route; iii) examinera les résultats des partenariats avec les prestataires de services techniques, les entités intervenant dans la commercialisation (agriculture sous contrat, notamment), les institutions financières et d'autres parties prenantes; iv) offrira des possibilités d'apprentissage et de partage des résultats.

### **Innovations et reproduction à plus grande échelle**

49. Le projet va introduire des innovations dans son approche, ses activités et ses produits: i) **Approche:** l'abandon systématique par les populations rurales pauvres des moyens d'existence à très petit niveau au profit de la création d'entreprises, avec des CRGC fonctionnant comme des promoteurs du développement des entreprises, est une nouvelle approche. Il faudra pour cela: a) un logiciel de microfinance robuste, capable de gérer des prêts à des groupes d'entraide et à des personnes et de suivre les opérations en temps réel, y compris celles réalisées à l'aide de téléphones portables; b) un logiciel de gestion de projet pour gérer l'ensemble des sous-projets. ii) **Activités:** les sous-projets encourageront l'expérimentation de nouvelles entreprises, de nouvelles technologies et de nouveaux produits qui n'ont pas été entièrement mis à l'épreuve ou adoptés dans la zone d'intervention. Ces activités comprendront la promotion de cultures et de produits non agricoles destinés à des marchés de niche, et des innovations liées aux énergies renouvelables et à la gestion des déchets. iii) **Produits:** le projet expérimentera à titre pilote de nouveaux produits financiers, notamment un programme de services de santé animale avec assurance faisant appel à des prestataires de services vétérinaires et des compagnies d'assurances privées afin de mettre en place un service d'assurance abordable et fiable.

### **C. Plans d'exécution**

#### **Plans de préparation à l'exécution et de démarrage**

50. Le projet débutera en 2020 et sera exécuté sur une période de six ans. Les modalités de mise en œuvre seront établies en fonction du manuel d'exécution du projet.
51. Pour faciliter le démarrage effectif du projet, la MAVIM a accepté de préfinancer et d'entreprendre une série d'activités aux fins de la préparation de l'exécution, et



notamment de réaliser une enquête de référence, de recruter le personnel du projet et d'installer les logiciels de gestion.

### **Supervision, examen à mi-parcours et plans d'achèvement**

52. Le projet sera supervisé directement par le FIDA, et des missions seront organisées à cette fin chaque année. Un examen à mi-parcours sera effectué à la fin de la troisième année afin d'analyser les réalisations du projet. Vers la fin du projet, un rapport d'achèvement préliminaire sera rédigé, et le FIDA et le Gouvernement du Maharashtra réaliseront ensemble l'examen à l'achèvement. La participation des bénéficiaires au suivi du projet sera assurée à l'aide de trois principaux outils: i) supervision participative; ii) enquêtes annuelles sur les résultats; iii) mécanismes de traitement des doléances.

## **V. Instruments et pouvoirs juridiques**

53. Un accord de financement entre la République de l'Inde et le FIDA constituera l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur/au bénéficiaire. Un exemplaire de l'accord de financement négocié figure à l'appendice I.
54. La République de l'Inde est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
55. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

## **VI. Recommandation**

56. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République de l'Inde un prêt à des conditions ordinaires d'un montant de trente-huit millions de dollars des États-Unis (38,0 millions d'USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République de l'Inde un don d'un montant de un million quatre cent mille dollars des États-Unis (1,4 million d'USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Gilbert F. Hougbo  
Président

# Negotiated financing agreement

15 July 2020

LOAN NO. [number]  
GRANT NO. [number]

## FINANCING AGREEMENT

\_\_\_\_\_

between the

**REPUBLIC OF INDIA**

and the

**INTERNATIONAL FUND FOR AGRICULTURAL DEVELOPMENT**

[Signed in [Town], [Country] ]

on \_\_\_\_\_

OR

[Signed in [Town], [Country], and [Town], [Country] ]

## **FINANCING AGREEMENT**

Loan No: \_\_\_\_\_  
Grant No: \_\_\_\_\_

Project name: Nav Tejaswini Maharashtra Rural Women's Enterprise Development Project ("the Project")

The Republic of India (the "Borrower/Recipient")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

**WHEREAS** the Borrower/Recipient has requested a loan and a grant (the "Financing") from the Fund for the purpose of financing the Project described in Schedule 1 to this Agreement;

**WHEREAS** this agreement is to finance the implementation of the Project in the state of Maharashtra

**WHEREAS**, for this purpose, the Borrower/Recipient shall make available to the State of Maharashtra the respective part of the proceeds of the Financing upon terms and conditions set forth in this Agreement;

**WHEREAS**, the Project shall be implemented in the state of Maharashtra (the "State") pursuant to a separate agreement of even date herewith between the Fund and the State (the "Project Agreement");

**NOW THEREFORE**, the Parties hereby agree as follows:

### **Section A**

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Programme Description and Implementation Arrangements (Schedule 1) and the Allocation Table (Schedule 2).
2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, amended as of December 2018, and as may be amended hereafter from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein, unless the Parties shall otherwise agree in this Agreement.
3. The Fund shall provide a Loan and a Grant (the "Financing") to the Borrower/Recipient, which the Borrower/Recipient shall cause the State of Maharashtra to use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

### **Section B**

1. A. The amount of the loan is thirty eight million United States Dollars (USD 38 000 000).

- B. The amount of the grant is one million and four hundred thousand United States Dollars (USD 1 400 000).
2. The Loan is granted on ordinary terms and shall be subject to interest on the principal amount outstanding of the Loan rate equal to the IFAD Reference Interest Rate with variable spread, payable semi-annually in the Loan Service Payment Currency, and have a maturity period of 18 years, including a grace period of 3 years, starting from the date as of which the Fund has determined that all general conditions precedent to withdrawal have been fulfilled.
  3. The Loan Service Payment Currency shall be the United States Dollars (USD).
  4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be the 1st of April.
  5. Payments of principal and interest shall be payable on each 15<sup>th</sup> of June and 15<sup>th</sup> of December.
  6. There shall be two separate Designated Accounts in USD, one for the loan and one for the grant respectively, for the exclusive use of the Project opened in the Reserve Bank of India.
  7. The arrangements for the Designated Account(s) denominated in USD opened by the Borrower at Reserve Bank of India (RBI) through which the proceeds of the IFAD Financing shall be channelled as well as the dedicated operational bank accounts for the purposes of the Project opened by the Lead Project Agency shall be detailed in the Letter to the Borrower.
  8. The Borrower/Recipient shall cause the State to provide counterpart financing for the Programme in the amount of approximately US\$ 29.2 million for Institutional Development and Project Management and taxes and duties. The total IFAD financing for this Project is US\$ 51.4 million, comprising a loan (US\$ 38.0 million) and grant US\$ 1.4 million and a financing gap of US\$ 12.0 million which IFAD will submit for approval as soon as resources become available.

### **Section C**

1. The Women and Child Development Department, Government of Maharashtra will be the state-level nodal department for the Project and the Mahila Arthik Vikas Mahamandal (MAVIM) will be the Lead Project Agency (LPA). The LPA has overall responsibility for the execution of the Project.
2. A Mid-Term Review will be conducted as specified in Section 8.03 (b) and (c) of the General Conditions; however, a different date for the Mid-Term Review of the implementation of the Project may be agreed with the Fund.
3. The Programme Completion Date shall be the 6th year anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

### **Section D**

1. The Fund will administer the Financing and supervise the Project.

**Section E**

1. The following are designated as additional grounds for suspension of this Agreement:

(a) The Project Implementation Manual (PIM) and/or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, amended or modified without the prior agreement of the Fund and the Fund, after consultation with the Borrower/Recipient, has determined that it has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project.

2. The following are designated as additional general conditions precedent to withdrawal:

(a) The IFAD no objection to the PIM shall have been obtained.

(b) Key project staff, including the finance team, has been appointed as per Schedule 1 of this Agreement by the LPA.

3. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Borrower/Recipient:

Secretary  
Department of Economic Affairs  
Ministry of Finance  
North Block  
New Delhi 110 001

For the Fund:

The President  
International Fund for Agricultural Development  
Via Paolo di Dono 44  
00142 Rome, Italy

This Agreement, has been prepared in the English language in two (2) original copies, one (1) for the Fund and one (1) for the Borrower/Recipient.

\_\_\_\_\_  
"[Authorised Representative Name]"  
"[Authorised Representative title]"

Date: \_\_\_\_\_

INTERNATIONAL FUND FOR  
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

\_\_\_\_\_  
Gilbert F. Hougbo  
President

Date: \_\_\_\_\_

## Schedule 1

### *Project Description and Implementation Arrangements*

#### **I. Project Description**

1. *Target Population.* The Project's direct target groups are the members of existing viable self-help groups (SHGs) and their families who participated in the Tejaswini Rural Women's Empowerment Programme financed through an IFAD loan (Loan No.682-IN). By profession, the target beneficiaries are marginal farmers, livestock/fisheries micro-entrepreneurs, producers of non-farm products, workers in service sectors and agricultural labourers. About 20% of SHG members are young adults, under 35 years of age. The Project will also target young people, women and men, from beneficiary families for skill development programmes to gain remunerative employment. It will indirectly support all value chain actors (input suppliers, traders, processors, aggregators, and advisory service providers).

2. *Project Area.* The Project will work across the 34 rural districts of Maharashtra, in the blocks/talukas/villages where the Lead Project Agency, MAVIM, have organized SHGs, Village Organizations (VOs) and Community Managed Resources Centres (CMRCs).

3. *Goal.* The overall goal of the Project is to enable one million poor rural households to overcome poverty sustainably (sustainable in economic, social, and environmental terms).

4. *Objective.* The Project's development objective is to improve capacity of rural women to diversify into sustainable enterprises or engage in remunerative employment and enhance their access to markets.

5. *Components.* The Project will have three inter-related components: (i) Component 1: Market-driven enterprise development; (ii) Component 2: Enabling support services; and (iii) Component 3: Institutional Strengthening and Project Management.

**5.1 Component 1: Market-driven enterprise development.** The component will support the establishment/expansion of micro and small enterprises. It will enable farm and non/off farm producers and businesses to link with markets and buyers, increase sales and profit through a combination of interventions in marketing, product development and quality improvement, productivity enhancement, and sustainable business relationships with other businesses. It will facilitate new and expanding enterprises to establish/strengthen their linkages with the agri/non-agri businesses and other value-chain actors. It is expected that the enterprises supported through this component will generate over 200,000 remunerative and permanent employment opportunities, particularly for rural youth. The component will contribute to economic empowerment of women and rural youth and enhance climate resilience through the adoption of climate smart technologies and agriculture practices. This component will comprise four (4) sub-components: 1.1: Farm sector enterprise development; 1.2: Manufacturing and service sector enterprise development; 1.3: Capacity development of CMRCs; 1.4: Supporting innovation.

**5.2 Component 2: Enabling Support Services.** This component will focus on providing an enabling environment at the enterprise levels as well as at household levels, to optimise SHG member's HH's participation in the enterprise development process. To create an enabling environment for ultra-poor households, the Project will provide household mentorship and gradually integrate them in savings and credits activities. Under this component, the Project will also focus on nutrition security at household level and continue the work on gender transformative activities initiated under the preceding Tejaswini Project. The component has four (4) main sub-components: 2.1: Facilitating financial linkages; 2.2: New pathways for ultra-poor households; 2.3: Enhancing nutritional status and gender relations at HH and community levels; and 2.4: Policy engagement.

**5.3 Component 3: Institutional Strengthening and Project Management.** This component comprises of two subcomponents to ensure efficiency of the Project: 3.1: Institutional strengthening of MAVIM to strategically assume broader roles of a) promoter of enterprise development; b) centre of excellence in areas of SHG approach to community development; c) capacity builder for grassroots institutions; and d) implementer of various government schemes for its beneficiaries; and 3.2: Project Management.

6. *Gender transformational.* This is a gender transformative Project. The Project will additionally address root causes of gender inequalities, by consolidating the gains and expanding the successes of the previous project in: i) work-load reduction through machinery and women friendly technologies; ii) legal rights awareness training on gender responsive legislations including domestic violence, dowry, sexual harassment etc.; iii) women's participation in public spaces and institutions such as local governance, markets and government bodies; iv) promoting joint titling of land and property; v) decision making at community, group and household levels; vi) gender sensitization and orienting services, including specific men's sensitization workshops.

7. *Nutrition focus.* Micro-nutrient deficiency is a major health problem in Maharashtra, especially among women adolescent girls and children in the rural areas. The project's investments will be nutrition-sensitive. The Project will promote commodities/crops and its related products that have high nutritional value. Furthermore, recognizing that improved incomes do not automatically lead to better nutrition outcomes, the Project will pursue behaviour change, awareness/education campaigns primarily through convergence with government schemes.

## **II. Implementation Arrangements**

8. *Nodal Department and Lead Project Agency.* The Women and Child Development Department will be the state-level nodal department for the Project. The Secretary of the Department will be the chair of the State level Executive Committee which will be responsible for approval of the Annual Workplan and Budget, timely release of funds, periodic review of the progress and performance of the Project, and effective coordination and convergence with other Government Departments and schemes. The Mahila Arthik Vikas Mahamandal (MAVIM), the Government of Maharashtra's Women Development Corporation, will be the Lead Project Agency and responsible for project implementation.



9. *Governance and oversight.* There will be two oversight entities: (i) Empowerment Committee, chaired by the Hon. Chief Secretary Maharashtra; and (ii) the Executive Committee, chaired by the Secretary of Women and Child Development Department.

10. *Implementation arrangements.* MAVIM will implement the Project in accordance with the Project Design Report and Project Implementation Manual (PIM). The Project will be implemented in association with CMRCs and SHGs and in partnership with other government and non-government institutions, and private sector businesses as per needs of specific business sector. MAVIM has management autonomy and receives resources annually from Government of Maharashtra (GoM) for staff salary and other management costs.

11. *Management.* The Managing Director of MAVIM will be ex-officio Project Director with full responsibility of proper management of the Project as per design and achieving project goals/objectives.

12. *Project Management Unit (PMU).* The Project will be managed by a Project Management Unit (PMU) headed by Project Coordinator (General Manager- Programme of MAVIM) to manage planning and implementation of the Project. An appropriate number of full time officials of MAVIM at the Head Office (HO) will be responsible for various activities and all District Offices of MAVIM will be responsible for the implementation of Nav Tejaswini at the respective district. MAVIM will need to recruit additional experts including: a) Market and Business Development Specialist; b) Value Chain and Project Supervision Specialist (3); c) Financial Services Program Specialist; d) M &E Specialist; e) Procurement Specialist; f) KM and Communication Specialist; g) short-term consultants to do specific jobs. MAVIM's support divisions such as Audit, Administration, Human Resources, Accounts and Finance, Research, Training, MIS, and IT will provide relevant services to the Project. The PMU will be supported by Regional Coordinating and District Coordinating Offices.

13. *Regional Coordinating office of MAVIM.* The Regional Coordinating Officer will be responsible for overall monitoring of activities of the Project in the Region.

14. *District Coordinating Office (DCO):* DCOs will be responsible for overall implementation of the Project in collaboration with CMRCs. Since the Project will implement several value chain development subprojects in each district, it will deploy a full-time Project Supervisor and Monitoring Officer in each district who will report to DCO/MAVIM.

15. *CMRCs: CMRCs will be grassroots implementers of the Project.* The Project will deploy one Project Supervisor in each CMRC when a CMRC starts implementation to supervise and monitor progress.

16. *Management of Convergence.* The District Coordinators will be responsible for management of convergence projects as per standard government procedures and design of each Government scheme.

17. *Project Implementation Manual.* The PMU shall be responsible for the finalisation of a Project Implementation Manual (PIM) that shall describe: (i) implementation of project activities; (ii) the administration of Loan proceeds and Project Parties' responsibilities; (iii) financial management and procurement procedures; and (iv) monitoring and evaluation of

project progress and results. The PIM shall be approved by the Executive Committee, before IFAD's non objection is obtained.

18. The Lead Project Agency shall forward the draft PIM to IFAD for its no-objection. If IFAD does not comment on the draft PIM within thirty (30) days after receipt, it shall be deemed to have been no objected. The Lead Project Agency shall adopt the PIM substantially in the form endorsed by IFAD. The PIM may subsequently be revised, upon mutual agreement, following supervision or implementation support missions.

19. *Procurement.* The procurement of goods, works and services under the Project, financed from resources provided or administered by IFAD, will be undertaken in accordance with IFAD's Project Procurement Guidelines, December 2019 and Procurement Handbook and as amended from time to time.

## Schedule 2

### Allocation Table

1. *Allocation of Loan/Grant Proceeds.* (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan/Grant and the allocation of the amounts to each category of the Financing and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	Loan Amount Allocated (expressed in USD)	Grant Amount Allocated- (expressed in USD)	Percentage (net of Government in kind contributions, Financing Gap and other Contributions)
I Grants & Subsidies	17,910,000	-	100%
II Consultancies	11,400,000	647,000	82%
III Equipment & Materials	90,000	753,000	82% for equipment and materials 72% for Vehicles
IV Operating Costs	4,800,000	-	99%
Unallocated	3,800,000		
<b>Total</b>	<b>38,000,000</b>	<b>1,400,000</b>	

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

“Grants & Subsidies” under Category I, shall mean eligible expenditures incurred related to Enterprise Development Fund to support the establishment/expansion of micro and small enterprises under the component 1.

“Consultancies” under Category II –Loan, shall mean eligible expenditures incurred related to workshop, training, study, campaign and consultancies for the Project.

“Consultancies” under Category II-Grant, shall mean eligible expenditures incurred related to training, studies under Component 3-Institutional Development of MAVIM.

“Equipment & Materials” under Category III- Loan, shall mean eligible expenditures incurred related to equipment, material and project vehicles.

“Equipment & Materials” under Category III-Grant, shall mean eligible expenditures incurred related to software purchase.

“Operating Costs” under Category IV, shall mean eligible expenditures incurred related to the operational costs, salaries and allowances.

## 2. *Disbursement arrangements*

- (a) *Start-up Costs.* Withdrawals are permitted in respect of expenditures for start-up costs incurred before the satisfaction of the general conditions precedent to withdrawal. Eligible activities include technical assistance, training, equipment other than vehicles and the initial operating costs. Start-up Costs will require the prior no objection from IFAD to be considered eligible.
- (b) *Retroactive financing.* As an exception to section 4.08(a) (ii) of the General Conditions, specific eligible expenditures from the loan and grant incurred from 1 November 2019, until the date of entry into force of this Agreement shall be considered eligible up to an amount equivalent to USD 300,000 and USD 700,000 for activities relating to Equipment & Materials and consultancies specified in the Work Plan and Budget. Activities to be financed by retroactive financing and their respective category of expenditures and source of financing will require prior no objection from IFAD to be considered eligible. Pre-financed eligible expenditures shall be reimbursed to the Borrower once conditions precedent to the first disbursement of funds are fulfilled.
- (c) *Contributions.* The contribution made in cash by the implementing agencies, beneficiaries and other organizations shall be recorded as expenditure as incurred. Beneficiary in-kind contributions will not be quantified whereas MAVIM's in-kind contributions will be quantified.

LOAN NO. \_\_\_\_  
GRANT NO. \_\_\_\_

## PROJECT AGREEMENT

between the

**STATE OF MAHARASHTRA**

and the

**INTERNATIONAL FUND FOR AGRICULTURAL DEVELOPMENT**

Signed in \_\_\_\_\_

**PROJECT AGREEMENT**

Loan Number: \_\_\_\_\_  
Grant Number: \_\_\_\_\_

Project Title: Nav Tejaswini Maharashtra Rural Women's Enterprise Development Project ("the Project")

The State of Maharashtra of the Republic of India (the "State") acting by \_\_\_\_\_  
and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")  
(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

hereby agree as follows:

**WHREAS:**

(A) By Financing Agreement (the "Financing Agreement") between the Republic of India (the "Borrower/Recipient") and the Fund to finance the implementation of the Project in the State of Maharashtra, the Fund has agreed to make available to the Borrower/Recipient a loan in the amount of thirty eight million United States dollars (USD 38 000 000) and a grant in the amount of one million four hundred thousand United States dollars (USD 1 400 000) for the purposes of partially financing the Project to be implemented in the State of Maharashtra, and on the condition that the State agrees to undertake such obligations toward the Fund as are set forth in this Agreement;

(B) A Subsidiary Agreement (the "Subsidiary Agreement") will be entered into between the State, through Women and Child Development Department, and Mahila Arthik Vikas Mahamandal (MAVIM) for the purpose of implementing the Project. The State shall make the proceeds of the financing as received from the Borrower/Recipient, together with its own counterpart funding share in accordance with the Financing Agreement. The Subsidiary Agreement shall specify the project implementing modalities, financing and flow of funds arrangements in accordance with the Financing Agreement.

(C) The State, in consideration for the Fund entering into the Financing Agreement with the Borrower/Recipient, has agreed to undertake the obligations hereinafter set forth;

**NOW THEREFORE**, the Parties hereto hereby agree as follows:

## **Section A**

1. The following documents collectively form this Agreement: this document and the Financing Agreement.
2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009 , amended as of December 2018, as may be amended from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement and all provisions thereof, with the exceptions indicated in the Financing Agreement, shall apply to this Agreement.
3. The State declares its commitment to the goal and objective of the Project as set forth in Schedule 1 of the Financing Agreement and accepts the obligations ascribed to it in the Financing Agreement, as valid, binding obligations of the State to the Fund.
4. For the purposes of this Agreement, any obligation of the Borrower/Recipient, either independently or jointly with the Lead Project Agency/Project Parties to cause or ensure the taking of or forbearance from taking certain actions, shall be deemed a direct obligation of the State to the Fund to take or forbear from taking such actions or to cause or ensure the taking of or forbearance from taking such actions.
5. Any obligation of any Project Party or other implementing agency to take or forebear from taking any actions, shall be deemed a direct obligation of the State to the Fund to take or forebear from taking such actions.

## **Section B**

1. In accordance with the Financing Agreement and the Preamble of this Agreement, the State shall enter into a Subsidiary Agreement with the Lead Project Agency (LPA) in form and substance acceptable by the Fund.
2. The State shall duly perform all its obligations under the Financing Agreement, the Subsidiary Agreement, and this Agreement. The State shall cause the LPA to perform its respective obligations under the Project and under the Subsidiary Agreement entered into to implement the Project.
3. As provided for in the Financing Agreement, the State shall provide advance funds including its counterpart funds in an amount of approximately twenty nine million two hundred thousand United States dollars equivalent (USD 29 200 000) for implementing the project activities as per the approved annual work plan and budget, and shall ensure that no budgetary cuts are imposed on the LPA.
4. The State, shall strive to undertake proactive measures for convergence of other Government schemes, for an amount of approximately sixty seven million United States dollars equivalent (USD 67 000 000), and strive to ensure contributions from beneficiaries in an amount of approximately four million nine hundred and fifty thousand United States dollars equivalent (USD 4 950 0000), mainly in cash, to achieve the project development objective. In addition, the State shall ensure that the LPA endeavour to mobilize two hundred and fifty million eight hundred and forty thousand United States dollars equivalent (USD 250 840 000) and nine million nine hundred thousand United States dollars equivalent (USD 9 900 000) from respectively financial institutions and private sector enterprises. The total IFAD financing for this Project is US\$ 51.4 million, comprising a loan (US\$38.0 million) and grant US\$1.4 million and a financing gap of US\$ 12.0 million which IFAD will submit for approval as soon as resources become available.

5. The State shall cause the Project Management Unit (PMU) to enter into contracts, through the LPA, with service providers including for international technical assistance and administer the contracts as per the provisions contained therein.
6. Procurement. The State shall cause the LPA to undertake procurement of goods, works and services including consultancy services under the Project, financed from the resources provided by the Fund, in accordance with IFAD Procurement Guidelines, December 2019 and IFAD Procurement Handbook, as amended hereafter from time to time. IFAD review of procurement actions, thresholds for procurement methods shall be as per the provisions of the Letter to the Borrower issued by the Fund and as amended from time to time.
7. The State shall ensure that the accounts of the Project are annually audited by a private audit firm empanelled by the Office of the Controller and Auditor General of the State of Maharashtra. The terms of reference for the external audit will be agreed with the Fund; and the external audit will be conducted in accordance with the IFAD Handbook for Financial Reporting and Auditing for IFAD financed projects.
8. In addition, the State shall cause the LPA to establish a system of internal audit, whereby a firm of Chartered Accountants will be engaged to conduct internal audit of the Project Management Unit of the LPA, on a quarterly basis and reports to Vice-Chairperson and Managing Director of the LPA. In addition, the LPA will form an in-house team to conduct the internal audit of the District Coordination Offices. The arrangements for the internal audit will be further detailed in the Project Implementation Manual.
9. Accounting and Financial management. The PIU will maintain an accounting software that satisfies National Accounting Standards and IFAD's requirements. Within 6 months from the date of entry into force, the current accounting software TALLY would have been customized to generate reports in the format required for preparation of the Project Financial Statements.
10. Monitoring and Evaluation. The State shall cause the LPA to develop a fully functional monitoring and evaluation system within 12 months from entry into force, in compliance with IFAD and the GoM requirements. In addition, participatory monitoring will be conducted. The State shall cause the LPA to disseminate the Government of Maharashtra's grievance redressal portal which enables project participants to register complaints about the Project. The M&E system and the redressal process will be spelt out in the Project Implementation Manual.
11. In accordance with Section 12.01(a)(xxiii) of the General Conditions, the Fund may suspend, in whole or in part, the right of the State, after consultation with the Borrower/Recipient, to request withdrawals from the Loan/Grant Account if the LPA has defaulted in the performance of any covenant set forth below, and the Fund has determined that such default has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project:
- (a) *Compliance with the Social Environmental and Climate Assessment Procedures (SECAP)*. The State shall cause the LPA to ensure that the Project Implementation Manual reflects the recommendations of the SECAP as they apply to the project objectives and activities.
  - (b) *Anticorruption Measures*. The State shall ensure compliance and shall cause LPA to ensure compliance with IFAD Policy on Preventing Fraud and Corruption in its Activities and Operations and shall ensure that the compliance provisions are extended to the entities/organizations/parties and contractors.
  - (c) *Policy on Preventing and Responding to Sexual Harassment and Exploitation and Abuse*. The State shall cause the LPA to comply with IFAD Policy on Preventing and Responding to Sexual Harassment, Sexual Exploitation and Abuse and cause LPA to ensure that the compliance provisions are extended to the



entities/organizations/parties and contractors engaged during implementation of the Project.

- (d) *Zero tolerance for Child Labour.* The State shall cause the LPA to ensure compliance with the State's zero tolerance policy against child labour.

12. The State shall take appropriate and necessary actions to implement the agreed actions resulting out of the Mid Term Review and the annual Supervision Missions.

13. This Agreement shall come into force and effect on the date upon which the Financing Agreement enters into force. It shall terminate on the date on which the Financing Agreement terminates.

### **Section C**

The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the State:

[Title of designated representative]

For the Fund:

The President  
International Fund for Agricultural Development  
Via Paolo di Dono 44  
00142 Rome, Italy

This Agreement has been prepared in the English language in three (3) original copies, one (1) for the Fund, one (1) for the State and one (1) for the Borrower/Recipient.

STATE OF MAHARASHTRA

\_\_\_\_\_  
"[Authorised Representative Name]"  
"[Authorised Representative title]"

Dated: \_\_\_\_\_

INTERNATIONAL FUND FOR  
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

\_\_\_\_\_  
Gilbert F. Houngbo  
President

Dated: \_\_\_\_\_

# Logical framework

Results Hierarchy	Name	Indicators			Means of verification			Assumptions
		Baseline	Mid-term	End target	Source	Frequency	Responsibility	
<b>Outreach</b>	• No. of persons receiving project services (M/F/Age)	-	841,579	1,000,000	MIS	Monthly	MAVIM	Project is implemented effectively
	• Number of HHs	-	841,579	1,000,000	MIS	Monthly	MAVIM	
	• Number of HH members	-	3,364,000	4,500,000	MIS	Monthly	MAVIM	
	• Number of women-headed households	-	117,821	117,821	MIS	Yearly	MAVIM	
<b>Goal</b>								
Enable rural poor households to overcome poverty	• Rural households sustainably out of income poverty (> 58,000 Rs/ year)			1,000,000	Impact Study, Outcome study	Mid-term, end-term	MAVIM	
<b>Development Objective</b>								
Improve capacity of rural women to diversify into sustainable enterprises or engage in remunerative employment and enhance their access to markets	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 80% of targeted women are engaged in sustainable enterprises or gainful employment</li> <li>• Percentage of women, 15-49 years of age, who consume at least 5 out of 10 food groups (CI 1.2.8)</li> <li>• 75% of targeted women report an increase in score on pro-WEAI survey</li> </ul>	0  Tbd at baseline  0	35%  30%	80%  70%  75%	1) Baseline survey report, 2) Mid term, 3)AOS, 4) End line/Impact Study	1) One time, 2) One time, 3) Annual, 4) At the end	MAVIM	
<b>Outcome 1</b>								
Creation of sustainable business linkages for farm and non/off farm enterprises	• Number of supported rural enterprises reporting an increase in profit (CI 2.2.2)	0	200,000	565,400	1) AOS, 2)Thematic study, 3) Yearly Survey	Annual, MTR onwards	MAVIM	
	• Rural enterprises reporting on adoption of environmentally sustainable and climate resilient technologies and practices (CI 3.2.2)	0	200,000	565,400				
<b>Output 1</b>								
Farm, non/off farm enterprise development plans	• Rural enterprises accessing business development services (CI 2.1.1)	0	250,000	765,400	1) AOS, 2)Thematic study, 3) Yearly Survey	Annual	MAVIM	
	• 2000 batches of standalone businesses receive technical/management training	0	700	2000	1) MIS	Annual	MAVIM	
	• 250 cooperatives formed	0	100	250	2) MIS			
	• Rural enterprises supported to sustainably manage natural resources and climate related risks (CI 3.1.1)	0	250,000	765,400	Annual Outcome Survey	Annually	MAVIM	
<b>Output 2</b>								
Development of value chain project management capacity of CMRCs	• 1500 CMRC staff trained in enterprise development and management	0	1000	1500	MIS, Training report	Annual	MAVIM	
<b>Output 3</b>								

Results Hierarchy		Indicators			Means of verification			Assumptions
Supporting innovation	<ul style="list-style-type: none"> <li>At least 40 innovations tested and 20 scaled up by the project</li> </ul>	0	20	20	MIS, Enterprise reports	Annual	MAVIM	
<b>Outcome 2</b>								
An enabling environment to facilitate women's enterprise development and employability in decent and remunerative jobs	<ul style="list-style-type: none"> <li>100,000 women accessing financing for enterprise development of Rs 100,000 or more (disagg: Age)</li> </ul>	0	50,000	100,000	MIS reports	Monthly	Banking Partner, MAVIM	
<b>Output 1</b>								
Financial linkages	<ul style="list-style-type: none"> <li>3 financial institutions offering &gt; 100,000 Rs financing for enterprise development</li> </ul>		1	3	MOUs	NA	Banking Partner, MAVIM	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>800,000 SHG members continue to receive loan under SHG-Bank linkage program</li> </ul>	800,000	800,000	800,000	MIS	Quarterly	MAVIM	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Increase in loan outstanding under SHG-Bank Program</li> </ul>	Tbd at baseline	Rs 3442 million	Rs 9769. million	MIS	Quarterly	MAVIM	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Loan repayment rate (%)</li> </ul>	99.5	99.5	99.5	MIS	Quarterly	MAVIM	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Livestock health and insurance recover operating cost</li> </ul>	10%	60%	100%	MIS	Quarterly	MAVIM	
<b>Output 2</b>								
Mentoring the ultra-poor and skill development training	<ul style="list-style-type: none"> <li>26,800 ultra-poor persons trained in income-generating activities (CI 2.1.2) (M/F/Age)</li> <li>34,000 wage employment generated</li> </ul>	0	10,000	26,800	MIS, Ultra poor study reports	Quarterly	MAVIM	
			10,000	34,000				
<b>Output 3</b>								
Improved nutritional status of households	<ul style="list-style-type: none"> <li>800,000 persons provided with targeted support to improve their nutrition (CI 1.1.8) (M/F/Age)</li> </ul>	0	300,000	800,000	MIS reports	Annually	MAVIM	
<b>Output 4</b>								
Policy engagement	<ul style="list-style-type: none"> <li>8 of policy-relevant knowledge products completed</li> </ul>	0	4	8	Policy papers	Annually	MAVIM	
<b>Outcome 3</b>								
Capacity of MAVIM strengthened and project satisfactorily managed	Center of Excellence set up and well-functioning	0	1	1	MAVIM report	Annually	MAVIM	
<b>Output 1</b>								
Training of MAVIM officials on enterprise development and system upgraded	80 MAVIM officials trained (M/F/Age)	0	80	80	MAVIM report	Annually	MAVIM	
	Institutional assessment of MAVIM completed	0	1	1	MAVIM report	once	MAVIM	
	All four computerized system installed and upgraded	0	4	4	MAVIM	once	MAVIM	